

**Lofembe Benkenya**  
*Chef de Travaux*  
*Doctorant*  
*Université de Kinshasa*

## **SYNOPSIS DE THESE**

*Sujet :*

### **Processus de réformes de l'enseignement supérieur et universitaire en RDC. Analyse des politiques et de l'action publique nationale dans l'espace mondial de la connaissance**

A l'avantage du vent de la démocratisation venue de l'Europe de l'Est, le début des années 1990 a permis, le déclenchement d'une dynamique démocratique des systèmes politiques en Afrique. Elle se manifeste en Afrique francophone par la tenue des conférences nationales souveraines, destinées à doter les Etats de structures démocratiques.

Concernant la RDC, lors de la Conférence nationale souveraine, l'éducation a été considérée comme un des secteurs prioritaires à réformer en vue de l'avènement d'une société démocratique. Cependant, tout le long de la décennie des années 1990, ce secteur a été occulté par la recrudescence des crises politiques (instabilité politique interne, impact du génocide rwandais, ...).

Dans la première moitié des années 2000, au bénéfice de l'accalmie observée au niveau national<sup>1</sup>, un programme de modernisation du secteur de l'enseignement supérieur (PADEM, 2003) est amorcé.

Il est pensé par les dirigeants congolais dans un contexte marqué par le développement des technologies de l'information et de la communication aidant, l'avènement du Processus de Bologne (1998) et son internationalisation progressive en dehors de l'Europe (à partir de 2003), ainsi que de l'intérêt accordé au secteur du supérieur par les organisations internationales (BM, 2005).

Dans cet élan, au cours de la seconde moitié des années 2000, l'autorité politique réaffirme que le secteur de l'Education est une priorité, notamment dans le cadre de la campagne électorale<sup>2</sup> qui portera Joseph Kabila à la magistrature suprême en 2006.

Une réflexion fort controversée va progressivement se faire jour entre les acteurs et les structures intervenant dans le fonctionnement du système de l'ESU. Plusieurs activités sont organisées et coordonnées essentiellement par l'autorité politique, avec le soutien de partenaires et des bailleurs de fonds internationaux.

Elles déboucheront sur la promulgation de la Loi-cadre de l'Enseignement national (février 2014). L'une des innovations de cette loi est l'arrimage progressif du sous-secteur de l'ESU au système LMD.

Notre étude se propose de mettre en lumière la cartographie des acteurs qui participent au fonctionnement du système de l'ESU en RDC et d'analyser les interactions qu'ils développent, grâce aux ressources qu'ils peuvent mobiliser, en vue de s'approprier le contrôle du processus décisionnel.

---

<sup>1</sup>Sortie de la guerre d'agression avec la mise en place d'un gouvernement de cohésion nationale (2003), reprenant les 4 chefs de guerre des mouvements rebelles comme vice-présidents de la République (Formule 1+4, c'est-à-dire un Chef d'Etat et quatre vice-présidents)

<sup>2</sup> Le programme présenté lors de la campagne sera axé sur les Cinq chantiers de la République : Infrastructures, Santé, Eau, Electricité et Education.

Plus avant, nous entendons procéder à une analyse de l'action publique orientée vers la saisie du processus décisionnel en vue de cerner le fonctionnement de l'Etat au quotidien en RDC au travers du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire.

Dans le contexte d'un Etat failli, il s'agit en effet de comprendre quels sont les mécanismes de régulation mis en œuvre dans une dynamique de changement sectorielle..

Dans cette optique, au travers de l'analyse du secteur de l'Enseignement supérieur, nous tenterons de saisir les outils et instruments de l'analyse des politiques publiques afin de les appliquer en terrain africain en général et congolais en particulier. Cette démarche portera sur la période de 2003 à 2014. Nous examinerons au travers des instruments et techniques des politiques publiques, les stratégies des acteurs qui se positionnent à différents niveaux (international, national et local) dans la perspective de la transformation du secteur de l'ESU en RDC.

Pour mener notre recherche, notre démarche partira de la présentation de **l'état de l'art sur l'analyse des politiques publiques du secteur de l'enseignement supérieur** qui nous permettra, dans un premier temps, de saisir (1) les changements sectoriels au travers des instruments de l'action publique. Ensuite nous examinerons (2) les mutations des politiques de l'enseignement supérieur, notamment dans le contexte de l'internationalisation du Processus de Bologne et de l'architecture LMD.

Notre Première partie sera axée sur l'**Analyse du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire en RDC**. Il s'agira notamment de faire (1) un bref aperçu historique sur les politiques de réformes de l'ESU en RDC dans lequel nous tâcherons, par une approche diachronique et synchronique, d'interpréter les échecs et les résultats obtenus. Ensuite, nous examinerons (2) le cadre normatif et légal qui structure le secteur. Enfin, nous présenterons (3) la configuration des acteurs qui interviennent dans le fonctionnement du secteur de l'ESU en RDC.

La Deuxième partie sera consacrée à l'**Action publique de l'ESU de la RDC en contexte de mondialisation de la connaissance**. Nous nous pencherons sur (1) le Débat paradigmatique autour de du secteur de l'enseignement supérieur au niveau transnational avec une insistance sur l'universalisation des principes et valeurs portées par le Processus de Bologne. Dans un deuxième temps, nous procéderons à (2) une étude de cas sur les controverses autour de l'application de la gouvernance universitaire et de l'assurance-qualité dans l'enseignement supérieur de la RDC pour arriver à cerner (3) les enjeux qui se rapportent à la réforme de ce secteur.

En conclusion de notre travail de thèse, nous tenterons, dans le contexte d'un Etat congolais traversé par des stratégies d'acteurs qui n'ont de cesse de réduire les opportunités de matérialisation des processus de démocratisation, de développement et de décentralisation, d'ouvrir des perspectives sur la question même de la prise de décision hiérarchique en société failli, c'est-à-dire de voir comment à partir d'une étude sectorielle (enseignement supérieur), il est possible de procéder à une montée en généralisation pour saisir le fonctionnement des administrations des Etats du Sud, la nature réelle et les rapports effectifs de pouvoir entre différentes institutions, le rôle et l'impact de l'acteur individuel dans les processus de changements sociaux.

*le 27 janvier 2015*